



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 8 avril 2025 – N° 199

Dix heures

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *40^e de la Maison de jeunes l'Éveil jeunesse de Louiseville.*
- Le député de l'Acadie sur le sujet suivant : *Souligner les 60 ans du MRI et de la doctrine Gérin-Lajoie.*
- La députée de Châteauguay sur le sujet suivant : *Derrière la maladie, chacun son histoire.*
- Le député d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *Reconnaissance de Mme Johanne Deschamps, de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.*
- La députée d'Argenteuil sur le sujet suivant : *Félicitations aux élèves du profil théâtre pour leur tournée de sensibilisation auprès des aînés d'Argenteuil!*
- La députée de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Soutien aux éducatrices en grève.*
- La députée de Chicoutimi sur le sujet suivant : *Les maladies rares et M. Simon Girard.*
- Le député de Saint-Jérôme sur le sujet suivant : *Hommage à nos bénévoles qui se dévouent dans notre communauté.*
- Le député de Taillon sur le sujet suivant : *Semaine québécoise des éducateurs et éducatrices spécialisées.*
- La députée de Verchères sur le sujet suivant : *Souligner le 70^e anniversaire des Chevaliers de Colomb de Varennes.*
- La députée d'Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *Mot de reconnaissance et de remerciement à l'égard de M. Huberdeau.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Célébrons le 75^e anniversaire de la Boucherie Viau à Hemmingford.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Motion inscrite par le leader de l'opposition officielle en vertu des articles 324 à 327 du Règlement :

QUE l'Assemblée déclare que la Société de l'assurance automobile du Québec et certains de ses dirigeants anciens et actuels ont porté atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée ainsi qu'à ceux de ses membres en transmettant intentionnellement des informations erronées aux membres de la Commission de l'administration publique dans le cadre de suivis concernant le projet CASA/SAAQclic.

- 2) Conformément aux articles 275 et 276 du Règlement, poursuite du débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement,

Et sur les motions formulant un grief présentées par :

Le député de Marguerite-Bourgeoys :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste multirécidiviste des déficits pour son manque de vision, de rigueur et de contrôle dans sa gestion des finances publiques.

La députée de Verdun :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour son refus d'inclure au budget de nouvelles mesures permettant d'aller chercher des revenus additionnels auprès des plus fortunés de notre société afin d'atténuer les impacts de l'austérité caquiste sur la population québécoise.

Le député de Jean-Talon :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son budget 2025-2026 qui prévoit un déficit historique de 13,6 milliards de dollars en raison d'un manque de vision et d'une mauvaise gestion des finances publiques.

Le chef de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour le dépôt d'un budget 2025-2026 qui établit un nouveau déficit record et pour son incapacité à offrir aux Québécoises et aux Québécois les services auxquels ils ont droit.

Le député de Laurier-Dorion :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ et la ministre de l'Habitation pour son manque de volonté politique pour régler la crise du logement et pour l'absence de nouvel investissement pour la construction de logement social et de mesure structurante pour contrôler la spirale inflationniste et spéculative dans le secteur de l'habitation dans le budget 2025-2026.

La députée de Chomedey :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de planification et de vision pour l'industrie touristique québécoise.

Le député de Taschereau :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour ce budget injuste, qui abolit le bouclier fiscal qui venait en aide à 140 000 personnes défavorisées.

La députée de La Pinière :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour le dépôt du budget 2025-2026, qui ne répond pas aux besoins pressants et croissants des personnes âgées en matière de soutien à domicile.

Le député de Jean-Lesage :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la Coalition avenir Québec et son ministre de l'Éducation pour son budget 2025-2026, qui n'est pas à la hauteur des défis énormes du système d'éducation qui mettent à mal la réussite des élèves, tels que la pénurie de main-d'œuvre, la vétusté des écoles et le système à trois vitesses à l'origine de la ségrégation scolaire.

La députée de Bourassa-Sauvé :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour le dépôt d'un budget 2025-2026 qui ne couvre pas les besoins du réseau de l'éducation.

Le député de Maurice-Richard :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ et la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour son budget qui ne prévoit ni mesure de nationalisation des parcs éoliens, ni investissements significatifs dans la transition écologique et qui prive le Québec de leviers stratégiques et de revenus essentiels pour l'État dans un contexte où investir massivement dans l'énergie propre et publique constitue à la fois une nécessité écologique et une opportunité économique majeure pour le Québec.

La députée de D'Arcy-McGee :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour avoir déposé un budget 2025-2026 qui ne garantit pas les ressources et les moyens requis pour répondre aux besoins des usagers, ni de maintenir durablement les services sociaux à la population.

La cheffe du deuxième groupe d'opposition :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ de ne pas répondre, à travers son budget, aux vraies doléances des travailleurs et des travailleuses, ceux et celles qui sont les vrais créateurs et créatrices de richesse.

Le député d'Hochelaga-Maisonneuve :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ et le ministre de l'Environnement, de la Lutte aux changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour son budget, qui envoie un signal contraire à l'urgence d'agir face aux changements climatiques alors que le Québec est encore loin d'atteindre ses objectifs de décarbonation.

La députée des Mille-Îles :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son incapacité à répondre à la crise du logement en négligeant à la fois le soutien à la construction résidentielle et l'adoption de mesures facilitant l'accès à la propriété.

La députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la CAQ d'abandonner la réussite éducative des élèves autochtones et de faire fi des constats alarmants faits par la Vérificatrice générale du Québec sur la réussite éducative des élèves autochtones.

La députée de Westmount-Saint-Louis :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour avoir sabré les budgets en sécurité publique alors que le Québec est confronté à une augmentation importante de violence et de sinistres.

La députée de Mont-Royal-Outremont :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son improvisation et son budget 2025-2026 qui, avec ses compressions, fragilisent l'enseignement supérieur et fait perdre du terrain à nos cégeps et à nos universités.

Le député de Saint-Henri-Sainte-Anne :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour l'absence de plan d'action dans son budget afin de répondre adéquatement à l'ensemble des recommandations du rapport Laurent et veiller au bien-être des enfants du Québec, particulièrement ceux sous la protection de l'État.

Le député de Saint-Jérôme :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour n'avoir pas mené l'examen rigoureux des dépenses budgétaires auquel il s'était engagé.

Le député de Pontiac :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son budget, qui affaiblit encore davantage un réseau déjà fragilisé par une réforme introduisant une structure additionnelle, par un ajout de fonctionnaires et une diminution des services directs à la population.

La députée de Notre-Dame-de-Grâce :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de vision et d'investissements dans la lutte à la pauvreté et la lutte aux inégalités sociales.

Le député de Rosemont :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la CAQ de son choix de soumettre le réseau de la santé et des services sociaux à un sous-financement chronique pour les prochaines années.

La députée de Robert-Baldwin :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son inaction dans le dossier des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, et ce malgré la situation critique dans laquelle celles-ci se trouvent.

La députée de Sherbrooke :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la CAQ de ne pas assurer les investissements nécessaires pour mettre en œuvre le virage urgent vers des services de soins et de maintien à domicile, recommandé par la Commissaire à la santé et au bien-être afin de répondre adéquatement aux défis colossaux du vieillissement de la population québécoise.

Le député de l'Acadie :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour avoir réduit le financement du programme « Affaires internationales » du ministère des Relations internationales et de la Francophonie et la portée des actions de diversification des marchés pour le Québec.

Le député de Nelligan :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour le dépôt d'un budget 2025-2026 qui place au dernier rang de ses priorités le transport collectif.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 3) **Projet de loi n° 94**
Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Éducation le **20 mars 2025**
- 4) **Projet de loi n° 95**
Loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés dispensés par les titulaires de permis
Présenté par la ministre de la Famille le **27 mars 2025**
- 5) **Projet de loi n° 98**
Loi modifiant la Loi électorale principalement afin de préserver l'intégrité du processus électoral
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques le **3 avril 2025**

Étude détaillée en commission

- 6) **Projet de loi n° 69**
Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le 6 juin 2024
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 24 septembre 2024
Principe adopté le **3 octobre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

- 7) **Projet de loi n° 81**
Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement
Présenté par le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs le 20 novembre 2024
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 4 février 2025
Principe adopté le **11 février 2025**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 8) **Projet de loi n° 82**
Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre de la Cybersécurité et du Numérique le 21 novembre 2024
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 janvier 2025
Principe adopté le **4 février 2025**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 9) **Projet de loi n° 83**
Loi favorisant l'exercice de la médecine au sein du réseau public de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé le 3 décembre 2024
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 12 février 2025
Principe adopté le **18 février 2025**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 10) **Projet de loi n° 84**
Loi sur l'intégration nationale
Présenté par le ministre de la Langue française le 30 janvier 2025
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 19 mars 2025
Principe adopté le **19 mars 2025**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

- 11)** Projet de loi n° 89
Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out
Présenté par le ministre du Travail le 19 février 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 25 mars 2025
Principe adopté le **3 avril 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Prise en considération de rapports de commissions

- 12)** Projet de loi n° 91
Loi instaurant le Tribunal unifié de la famille au sein de la Cour du Québec
Présenté par le ministre de la Justice le 25 février 2025
Principe adopté le 19 mars 2025, et
Renvoyé à la Commission des institutions
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 27 mars 2025
Rapport de la Commission des institutions déposé le **3 avril 2025**

Adoption

- 13)** Projet de loi n° 85
Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif
Présenté par le ministre délégué à l'Économie le 4 décembre 2024
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 13 février 2025
Principe adopté le 18 février 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail adopté le **3 avril 2025**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 14)** Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**

- 15) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 16) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 17) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 18) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**,
- 19) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 20) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 21) Projet de loi n° 198
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires âgés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par la députée de Sherbrooke le 21 février 2023
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Vimont le **28 mars 2024**
- 22) Projet de loi n° 199
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **23 février 2023**

- 23) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 24) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 25) Projet de loi n° 392
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la préséance des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 26) Projet de loi n° 393
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**
- 27) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 28) Projet de loi n° 395
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Matane-Matapédia par Matane-Matapédia-Mitis
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 avril 2024**
- 29) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**

- 30) **Projet de loi n° 397**
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 31) **Projet de loi n° 398**
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 32) **Projet de loi n° 399**
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 33) **Projet de loi n° 490**
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 34) **Projet de loi n° 491**
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 35) **Projet de loi n° 492**
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**
- 36) **Projet de loi n° 493**
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 37) **Projet de loi n° 494**
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**

- 38) Projet de loi n° 495
Loi visant à lutter contre l'accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Verdun le 26 septembre 2023
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **31 janvier 2024**
- 39) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 40) Projet de loi n° 499
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**
- 41) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 42) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 43) Projet de loi n° 596
Loi modifiant principalement la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre aux municipalités d'adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l'offre de logements sociaux ou abordables
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**
- 44) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 45) Projet de loi n° 599
Loi modifiant principalement la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'abolir la réduction de la rente de retraite de la personne qui bénéficie d'une rente d'invalidité entre 60 ans et 65 ans
Présenté par le député de Maurice-Richard le **20 février 2024**

- 46) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides
Présenté par la députée de La Pinière le 23 novembre 2023
Reprise du débat ajourné le **7 décembre 2023**
- 47) Projet de loi n° 691
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 décembre 2023**
- 48) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 49) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 50) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 51) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 52) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d'y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 53) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l'application du Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **22 mai 2024**

- 54) Projet de loi n° 791
Loi permettant à des organismes publics de transport en commun de développer des projets immobiliers aux abords ou au-dessus de leurs infrastructures de transport en commun
Présenté par le député de Nelligan le **1^{er} mai 2024**
- 55) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**
- 56) Projet de loi n° 793
Loi sur le processus de publication des documents issus de l'enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d'Option Canada à l'occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**
- 57) Projet de loi n° 794
Loi déclarant l'engagement du Québec d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**
- 58) Projet de loi n° 796
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par celui d'« Arthabaska-L'Érable »
Présenté par le député d'Arthabaska le **30 mai 2024**
- 59) Projet de loi n° 892
Loi visant à interdire l'offre de services de consommation supervisée à proximité d'un service de garde éducatif à l'enfance en installation ou d'un établissement d'enseignement offrant une formation de niveau préscolaire, primaire ou secondaire
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **27 novembre 2024**
- 60) Projet de loi n° 893
Loi sur le maintien de l'autonomie des personnes âgées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **3 décembre 2024**
- 61) Projet de loi n° 894
Loi visant à étendre l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**

- 62)** Projet de loi n° 895
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l'égalité des chances
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**
- 63)** Projet de loi n° 896
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l'agrandissement d'écoles
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**
- 64)** Projet de loi n° 897
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d'un avis de paiement au propriétaire d'un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**
- 65)** Projet de loi n° 898
Loi visant à renforcer l'encadrement des augmentations de loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**
- 66)** Projet de loi n° 899
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d'obliger la Société de l'assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l'application de certaines lois
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**

Étude détaillée en commission

- 67)** Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 68)** Projet de loi n° 201
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights
Présenté par la députée d'Argenteuil le **20 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 69)** Projet de loi n° 203
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale
catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 70)** Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda
Présenté par le député de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **1^{er} avril 2025**,
et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 71)** Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvère
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **1^{er} avril 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 72)** Projet de loi n° 216
Loi concernant la Ville de Longueuil
Présenté par la députée de Laporte le **1^{er} avril 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

- 73)** Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2026
déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
présidente du Conseil du trésor le 25 mars 2025 et renvoyés pour étude aux
commissions permanentes le **26 mars 2025**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3
PROJETS DE LOI ADOPTÉS
(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Enquête découlant de la motion présentée par le leader parlementaire de l'opposition officielle et député de Nelligan en vertu des articles 315 à 321 du Règlement portant sur l'omission du dépôt dans les délais prescrits du Rapport annuel de gestion 2023 de la Société de l'assurance automobile du Québec.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l'Estrie-CHUS et de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d'urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d'hébergement et de la main-d'œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 69**, Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 3 octobre 2024).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda (mandat confié le 1^{er} avril 2025).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvère (mandat confié le 1^{er} avril 2025).
- **Projet de loi n° 216**, Loi concernant la Ville de Longueuil (mandat confié le 1^{er} avril 2025).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 94**, Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 3 avril 2025).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 89**, Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out (mandat confié le 3 avril 2025).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 82**, Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 4 février 2025).

Mandats réglementaires

- Poursuite du débat sur le discours du budget.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 84**, Loi sur l'intégration nationale (mandat confié le 19 mars 2025).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 83**, Loi favorisant l'exercice de la médecine au sein du réseau public de la santé et des services sociaux (mandat confié le 18 février 2025).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 81**, Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement (mandat confié le 11 février 2025).

COMMISSION SPÉCIALE SUR LES IMPACTS DES ÉCRANS ET DES RÉSEAUX SOCIAUX
SUR LA SANTÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES

Consultations particulières :

- Les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au feuillet du mercredi*

272) Mme Setlakwe (Mont-Royal–Outremont) – **8 avril 2025**
À la ministre des Affaires municipales

Le ministre de l'Éducation a récemment décidé de cesser le financement de l'accès aux installations sportives et autres infrastructures des écoles par la population et les municipalités, avec effet rétroactif à septembre 2024. Cette décision met fin unilatéralement à une entente de 2018 favorisant le partage des installations scolaires et municipales, bénéfique pour les citoyens, particulièrement en région où les équipements sont moins nombreux que dans les grands centres.

Cette mesure va à l'encontre de la Déclaration de réciprocité signée le 13 décembre 2023 à l'Assemblée nationale, dans laquelle la mutualisation des infrastructures scolaires et municipales figure parmi les principaux objectifs à atteindre.

Les municipalités et les citoyens, notamment en région, se retrouvent donc privés d'un accès essentiel à des équipements qui contribuent à la qualité de vie et à la vitalité des communautés. Cette décision affecte non seulement leur moral, mais aussi leur confiance envers nos institutions publiques.

La ministre des Affaires municipales peut-elle nous dire quelles actions elle entend entreprendre afin d'assurer le respect de la Déclaration de réciprocité et de soutenir les municipalités affectées par cette décision?

273) Mme Dufour (Mille-Îles) – **8 avril 2025**
À la ministre des Affaires municipales

Le gouvernement du Québec a entrepris une modernisation du cadre réglementaire en milieux hydriques, incluant les zones inondables, visant à assurer la sécurité de la population, la protection des biens et la préservation de l'environnement.

Bien que cette initiative introduise des avancées notables, sa nature très normative semble limiter la planification intégrée des milieux de vie bâtis et des zones inondables.

Le projet INFO-Crue, destiné à cartographier les cours d'eau de 50 bassins versants au Québec, n'est toujours pas achevé, ce qui contribue à l'incertitude entourant la délimitation précise des zones inondables.

Cette situation engendre un climat d'incertitude pour les municipalités et les citoyens concernés, rendant difficile la planification adéquate des milieux de vie. De plus, la Communauté métropolitaine de Montréal a exprimé des préoccupations concernant l'impact du nouveau cadre réglementaire, qui pourrait inclure 15 508 bâtiments supplémentaires en zone inondable, représentant une valeur foncière de 9,9 milliards de dollars.

La ministre des Affaires municipales peut-elle clarifier et nous indiquer comment son ministère compte intégrer une planification cohérente des milieux de vie bâtis et des zones inondables dans le cadre de cette modernisation réglementaire, afin de dissiper l'incertitude actuelle et d'assurer un développement harmonieux des communautés touchées?

274) Mme Dufour (Mille-Îles) – **8 avril 2025**
À la ministre responsable de l'Habitation

La Ville de Sherbrooke a récemment instauré un moratoire de deux ans sur le développement immobilier couvrant près du tiers de son périmètre urbain. Cette mesure vise à limiter les rejets d'eaux usées dans les rivières et à se conformer aux obligations légales de traitement de l'eau, en raison d'un réseau municipal surchargé et d'une forte croissance démographique.

Ce moratoire affecte environ 39 kilomètres carrés du périmètre urbain et touche particulièrement les secteurs desservis par des ouvrages de surverses ou des conduites ayant atteint leur capacité maximale. Bien que des exceptions existent, notamment pour l'ajout d'un seul logement accessoire ou pour les immeubles non reliés aux infrastructures d'eaux usées municipales, cette pause temporaire sur le développement urbain suscite des préoccupations, notamment en pleine pénurie de logements.

La ministre responsable de l'Habitation peut-elle préciser quelles mesures son ministère envisage entreprendre auprès de sa collègue aux Affaires municipales afin de soutenir la Ville de Sherbrooke dans la modernisation de ses infrastructures d'eaux usées et atténuer les impacts de ce moratoire sur le développement immobilier et la disponibilité de logements?

275) Mme Dufour (Mille-Îles) – **8 avril 2025**

À la ministre responsable de l’Habitation

En 2024, le logement est devenu le principal facteur d’inflation au Québec, surpassant le panier d’épicerie, avec une hausse du coût de la vie de 2,3 % sur 12 mois. Cette situation est attribuable à une augmentation notable des loyers, qui ont progressé de 8,2 % en 2024, en raison de la croissance démographique et des taux d’emprunt élevés. De plus, le Tribunal administratif du logement a suggéré une augmentation de 5,9 % des loyers, un sommet en 30 ans au Québec.

Cette hausse des coûts du logement exerce une pression financière accrue sur les ménages québécois, affectant particulièrement les plus vulnérables.

La ministre responsable de l’Habitation peut-elle préciser quelles mesures sont envisagées pour atténuer l’impact de la hausse des coûts de logement sur les ménages québécois et assurer l’abordabilité du logement dans la province?

276) Mme Dufour (Mille-Îles) – **8 avril 2025**

À la ministre responsable de l’Habitation

Malgré le moratoire sur les évictions et les protections accordées aux aînés, des locataires résidant depuis 30 ans dans leur logement sont actuellement menacés d’éviction. Notamment, à Laval, un propriétaire a obtenu l’autorisation de démolir quatre bâtiments, entraînant l’expulsion d’environ soixante ménages. Cette situation soulève des inquiétudes quant à l’efficacité des mesures en place pour protéger les locataires vulnérables, en particulier les aînés, contre de telles évictions.

La ministre responsable de l’Habitation peut-elle expliquer comment de telles évictions sont possibles malgré le moratoire en vigueur et quelles actions son ministère envisage pour renforcer la protection des aînés face à ces situations?

277) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **8 avril 2025**

Au premier ministre

Depuis plusieurs années, le Carrefour jeunesse-emploi (CJE) de la Vallée de la Matapédia est à pied d’œuvre pour les jeunes adultes de 15 à 35 ans dans le comté de Matane-Matapédia. Le CJE les accompagne quotidiennement et sans exclusion dans les domaines de l’employabilité (curriculum, entrevues, formations, intégration, retour à l’école et persévérance), du développement professionnel (orientation, valorisation, socialisation, désir d’entreprendre) et du soutien personnel (discrimination, isolement, pauvreté, santé mentale et/ou physique).

Le CJE de la Vallée de la Matapédia m'a interpellé pour partager les contraintes et les défis avec les mesures actuelles du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ces contraintes et défis sont partagés par tous les CJE du Québec, soit 110 CJE répartis sur l'ensemble du vaste territoire québécois, présents dans chacune des circonscriptions représentées par l'ensemble des élus de notre Assemblée. C'est au sein de leur réseau national, le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec, qu'ils discutent ensemble de la meilleure façon de défendre les intérêts des jeunes, faire valoir leurs droits et promouvoir des mesures optimales à leur développement.

Tous constatent un resserrement des critères d'admissibilité aux services publics d'emplois qui signifie l'exclusion de nombreux jeunes, une situation en totale contradiction avec l'objectif d'accueillir TOUS les jeunes sans discrimination. Ce resserrement restrictif des critères ainsi qu'un alourdissement bureaucratique qui ne cesse de croître (une charge administrative excessive qui grève un tiers des heures qui devraient être allouées en services directs aux jeunes) s'ajoutent à un taux de chômage des jeunes en hausse considérable, a fortiori dans un contexte de menaces de tarifs qui se traduit en un ralentissement économique.

De plus, les tergiversations avec le gouvernement fédéral qui résultent en une absence de renouvellement des fonds de la Stratégie emploi et compétences jeunesse, qui vient à terme dans quelques jours, mettent en péril la mise en place de projets, de formations et d'accompagnements.

Les CJE ont été créés sous l'impulsion du premier ministre Parizeau qui, comme ses prédécesseurs depuis les années 70, assumait également la responsabilité du dossier jeunesse. Nous n'avons pas à convaincre le premier ministre de la nécessité de bien soutenir nos CJE, lui qui a déclaré ici même en notre Assemblée nationale qu'« il faut étendre le rôle des Carrefours jeunesse-emploi. (...) les Carrefours jeunesse-emploi ont un rôle important à jouer (...) on a un bel outil qui s'appelle les Carrefours jeunesse-emploi qui ont été sous-utilisés depuis plusieurs années. »

Considérant ces contraintes actuelles, les CJE ne peuvent pleinement déployer leurs services et doivent limiter les mesures de soutien, ce qui n'est ni souhaitable pour les jeunes ni pour le Québec. De façon plus spécifique, je pose la question suivante :

Peut-on renforcer les mandats confiés aux ministres responsables des programmes dédiés aux CJE afin qu'ils aient les coudées franches pour faire en sorte que leurs administrations respectives prennent les moyens de façon énergique pour :

- cesser d'imposer des mesures discriminatoires d'accès aux programmes qui excluent des milliers de jeunes de l'offre de services des CJE;

- stabiliser le financement en mettant fin aux coupures de ces services directs qui sont offerts à des jeunes pour qui les CJE sont souvent le seul et premier recours qui permet d'exposer leur situation et sortir de leur isolement;
- enrichir le plan d'action jeunesse qui sera dévoilé ce printemps en confiant un rôle accru aux CJE;
- créer un Groupe J (groupe jeunesse) au sein des mesures mises de l'avant par Emploi-Québec pour pouvoir offrir des services adaptés aux besoins spécifiques des jeunes?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 3 avril 2025
Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier
– *ministre des Finances*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Motion du ministre responsable des Relations canadiennes :

QUE l'Assemblée nationale constate que le pouvoir de nomination des juges des cours supérieures des États fédérés appartient au gouverneur général en vertu de l'article 96 de la *Loi constitutionnelle de 1867*;

QU'elle constate que l'exercice de ce pouvoir est circonscrit, en ce qui concerne le Québec, par la condition voulant que les juges soient choisis parmi les membres du Barreau du Québec en vertu de l'article 98 de cette même loi;

QU'elle constate que l'article 98 de la *Loi constitutionnelle de 1867* vise à assurer que les juges des cours supérieures du Québec maîtrisent le droit qui y est en vigueur;

QU'elle souligne que le Québec est le seul État de tradition civiliste au sein de la fédération;

QU'elle considère qu'il y a lieu de protéger et de promouvoir cette tradition en précisant davantage la condition de nomination prévue à l'article 98;

QU'elle souligne qu'une telle modification peut être effectuée, conformément à l'article 43 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, par proclamation de la gouverneure générale sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions de l'Assemblée nationale, du Sénat et de la Chambre des communes;

QU'elle précise qu'une telle modification ne constitue en aucune façon une reconnaissance par l'Assemblée nationale de la *Loi constitutionnelle de 1982*, qui fut adoptée sans son consentement;

QUE l'Assemblée nationale autorise la modification de la Constitution du Canada par proclamation de la gouverneure générale sous le grand sceau du Canada, en conformité avec le texte suivant :

MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DU CANADA
LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867

1. La *Loi constitutionnelle de 1867* est modifiée par le remplacement de l'article 98 par le suivant :

98Q.1. Les juges des cours supérieures du Québec sont choisis parmi les membres du Barreau du Québec ayant été recommandés par le gouvernement du Québec.

TITRE

2. Titre de la présente modification : « Modification constitutionnelle de (année de proclamation) (Québec) ».